



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
de la société NANCYPORT à Frouard**

N° 2024-0052
AIOT : 0006200202

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0413 du 18 juin 2021 mettant en demeure la société NANCYPORT de Frouard de porter à la connaissance de l'administration la modification de ses installations ;

Vu le dossier de Porter à connaissance assorti d'une demande d'examen au cas par cas transmis par la société NANCYPORT le 2 juillet 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 16 juillet 2021, référencé PP/AN/IP/1012-2021, demandant à l'exploitant de compléter sa demande d'examen au cas par cas ;

Vu les compléments apportés par la société NANCYPORT le 27 septembre 2021 à la demande d'examen au cas par cas précitée ;

Vu les constats de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est lors de la visite de contrôle du site susvisé le 1^{er} octobre 2021, consignés dans son rapport référencé AN/NW/1512_2021 en date du 17 décembre 2021, faisant état du dépôt d'un porter à connaissance assorti d'une demande d'examen au cas par cas, complété, en vue de la régularisation de la situation administrative de l'activité de stockage et de transit de déchets d'hydroxyde d'aluminium, et constatant la mise en œuvre des mesures nécessaires à la prévention des dangers pour la santé, la sécurité publique et l'environnement induits par ce stockage de déchets ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-0413 du 18 juin 2021 sont désormais satisfaites ;

ARRÊTE

Article 1er : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral n° 2021-0413 du 18 juin 2021 à l'encontre de la société NANCYPORT est levée.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution et informations des tiers

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NANCYPORT

Nancy, le

15 FEV. 2024

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF